



Independent observer
of the Global Fund

APPRENDRE EN LIGNE À IDENTIFIER ET DÉNONCER LES DIFFÉRENTS TYPES DE FRAUDES ET D'ABUS

La campagne « I Speak Out Now » du Bureau de l'Inspecteur général, vise à encourager les lanceurs d'alerte à dénoncer les fraudes et les abus commis dans le cadre des programmes financés par le Fonds mondial. Pour mieux informer et sensibiliser sur les différents types de corruption et de fraude, le BIG a lancé, le 9 décembre dernier (Journée internationale contre la corruption) une [plate-forme en ligne](#) avec une série de six cours interactifs disponibles en anglais, français, espagnol et russe.

« Cette plate-forme a lieu dans le cadre de la phase 1 de notre campagne de communication, explique Thomas Fitzsimons, responsable de la communication du BIG ». Cette campagne inclut des activités complémentaires dans trois pays pilote, l'Ukraine, le Malawi et la Côte d'Ivoire.

« Cette plateforme en ligne vise à donner les moyens aux employés du Fonds et aux maîtres d'œuvre de reconnaître les signes avant-coureurs de la fraude et de la corruption, poursuit Thomas Fitzsimons, afin qu'ils sachent quoi rapporter, comment, et de quelle manière, Le but ultime est de permettre au Fonds mondial d'intervenir plus tôt pour empêcher que les petites irrégularités ne deviennent des cas de corruption à grande échelle. »

Une étude récente menée par le BIG conclut que 30% du personnel du Secrétariat souhaite en savoir plus sur le type d'irrégularités qu'ils peuvent signaler et 15% affirme qu'ils ont déjà identifié des irrégularités qu'ils n'ont pas signalé. La principale audience ciblée par cette plate-forme est le Secrétariat et les Récipiendaires Principaux, avec un accent particulier mis sur les pays pilotes de la campagne « I Speak Out Now », l'Ukraine, la Côte d'Ivoire et le Malawi.

Coercition, collusion, corruption, fraude, violation des droits de l'homme et problèmes liés aux produits de

santé sont les six thématiques qui sont explorées sur la plate-forme. Pour chacune d'entre elle, plusieurs définitions sont proposées afin de tester si le visiteur maîtrise le concept en question. On lui explique ensuite l'impact de chaque malversation sur le pays et les activités du Fonds mondial.

Par exemple, la collusion entre fournisseurs entraîne « une hausse des prix et une baisse de qualité des produits en limitant la concurrence ». La corruption qui est « un abus de pouvoir dans un but de profit personnel », « augmente le coût des transactions commerciales et détourne les ressources qui pourraient être utilisées pour renforcer les capacités des pays ».

On trouve ensuite une liste de situations qui dénotent qu'il y a eu irrégularité. Par exemple, un contrat important remporté par un fournisseur inconnu, l'adresse d'un fournisseur correspondant à celle d'un membre du personnel du projet ou des équipements flambant neufs qui sont défectueux sont autant de phénomènes qui doivent attirer l'attention car ils peuvent dissimuler une fraude.

Plusieurs études de cas illustrent concrètement les notions qui sont enseignées. Ces études de cas sont tirées des archives du BIG et incarnent selon Thomas Fitzsimons, les « fraudes les plus fréquemment rencontrées » : des antipaludéens vendus au marché noir entraînant des ruptures de stock, des préservatifs défectueux en raison de fausses déclarations de la part du fournisseur ou encore l'accès au traitement refusé à des usagers de drogue et travailleurs du sexe dans des centres de détention à cause de la stigmatisation dont ils font l'objet.

Dans une [vidéo](#) intitulée « Pourquoi lancer l'alerte maintenant » et postée sur youtube, le BIG rappelle que les canaux mis en place pour lancer les alertes sont sécurisés. L'alerte peut être donnée par courriel, coup de téléphone, formulaire en ligne sécurisé ou encore par une visite en personne dans les bureaux.

Dans le cadre de la phase 2 de sa campagne de communication dans les trois pays pilote, le BIG mettra en place des sensibilisations à l'attention des personnes qui n'ont pas accès à Internet. « En Côte d'Ivoire par exemple, ajoute Thomas Ftizsimons, la campagne se prolongera par des panneaux d'affichage et des spots à la radio et visera à dissuader les gens d'acheter des médicaments dans la rue. »

[Read More](#)
